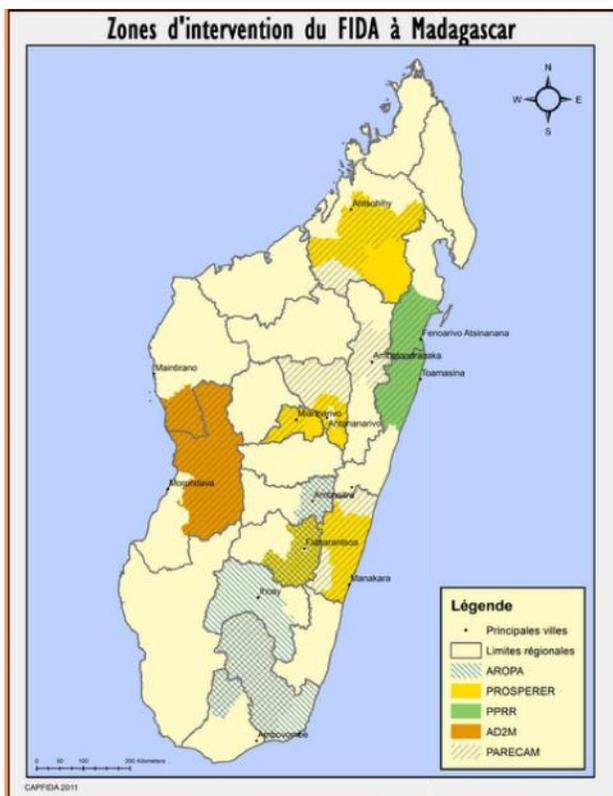


Madagascar – Programme Pays
Note de Synthèse du système de suivi-évaluation du COSOP
N*6/2011–CAPFIDA - Juillet 2011

Cette note de synthèse semestrielle sur le Suivi-évaluation du COSOP informe sur les progrès réalisés sur la mise en œuvre du COSOP 2007-2012 à Madagascar et permet d'appuyer la revue annuelle. Elle présente et analyse les résultats du programme pays à ce jour et renseigne sur les futures orientations. Au niveau institutionnel, la note permet un suivi régional des pays par le FIDA.

Programme pays du FIDA à Madagascar



A l'heure actuelle le programme pays à Madagascar est constitué de 4 projets sur prêts FIDA : PPRR, AD2M, PROSPERER et AROPA atteignant un portefeuille de 65,5 M USD.

Il comprend aussi un don de l'Union Européenne pour la résilience aux crises alimentaires : PARECAM. Ce don, d'un montant de 12,5 millions d'Euros est mis en œuvre par l'ensemble des projets en cours dans le pays. Le portefeuille a doublé en volume entre 2007 et 2009.

Ce premier semestre 2011 a été marqué par la phase finale du PARECAM dont l'achèvement est prévu pour le 30 septembre 2011. De plus le projet FORMAPROD, a pu être négocié au cours du mois de mars 2011, malheureusement, étant donné les conditions du FIDA relatives aux Gouvernements De Facto, il n'a pas pu être présenté au conseil administratif du FIDA du mois de mai comme prévu initialement.

D'une manière générale on note que le portefeuille du FIDA à Madagascar au cours du premier semestre 2011 a continué sur sa lancée de 2009 et 2010 avec une performance très satisfaisante pour tous les projets et ce malgré la crise politique persistante.

Contexte national

La sortie de crise entrevue au cours du mois de mars 2011, semble s'être éloignée, malgré les efforts de conciliation de la SADC, pour trouver un accord des différentes mouvances politiques sur la feuille de route, condition sine qua non à une reconnaissance internationale. Tout comme au cours de l'année 2010, la situation continue d'être calme sur le terrain. Le secrétaire général du Ministère de l'agriculture a été remplacé au cours du mois de juillet 2011 par l'ancien DAOF. Cependant une continuité a été assurée vis-à-vis des projets.

Avancées récentes du système de Suivi-Evaluation du COSOP (SE COSOP)

Au cours du premier semestre 2011, la cellule SE de la CAPFIDA a travaillé en étroite collaboration avec les projets à la définition précise de leurs indicateurs au travers d'un dictionnaire des indicateurs, sur l'harmonisation de leur méthode de calcul ainsi que sur leur cohérence. Ce travail a été effectué afin d'améliorer les analyses et leur fiabilité. La cellule a aussi continué le travail de développement des outils d'analyse au niveau du programme pays (base de données en ligne FIDAMADA). Suite à l'amélioration du système il est maintenant essentiel de se pencher sur les aspects qualitatifs et d'impact des projets. Des travaux avec les projets et la CAPFIDA sont en cours dans le cadre de ZARAFIDA afin d'adopter une approche similaire entre les projets. Tous ces aspects ont pour finalité de nourrir le système de gestion des connaissances.

Un atelier regroupant les responsables de SE des projets FIDA à Madagascar est prévu pour le mois d'octobre 2011 il permettra entre autres de faire le point sur les indicateurs d'impact et leur méthode de calcul, ainsi que sur les enquêtes de revenus de ménages 2011.

Analyse des Indicateurs COSOP

Investissement FIDA par bénéficiaire direct

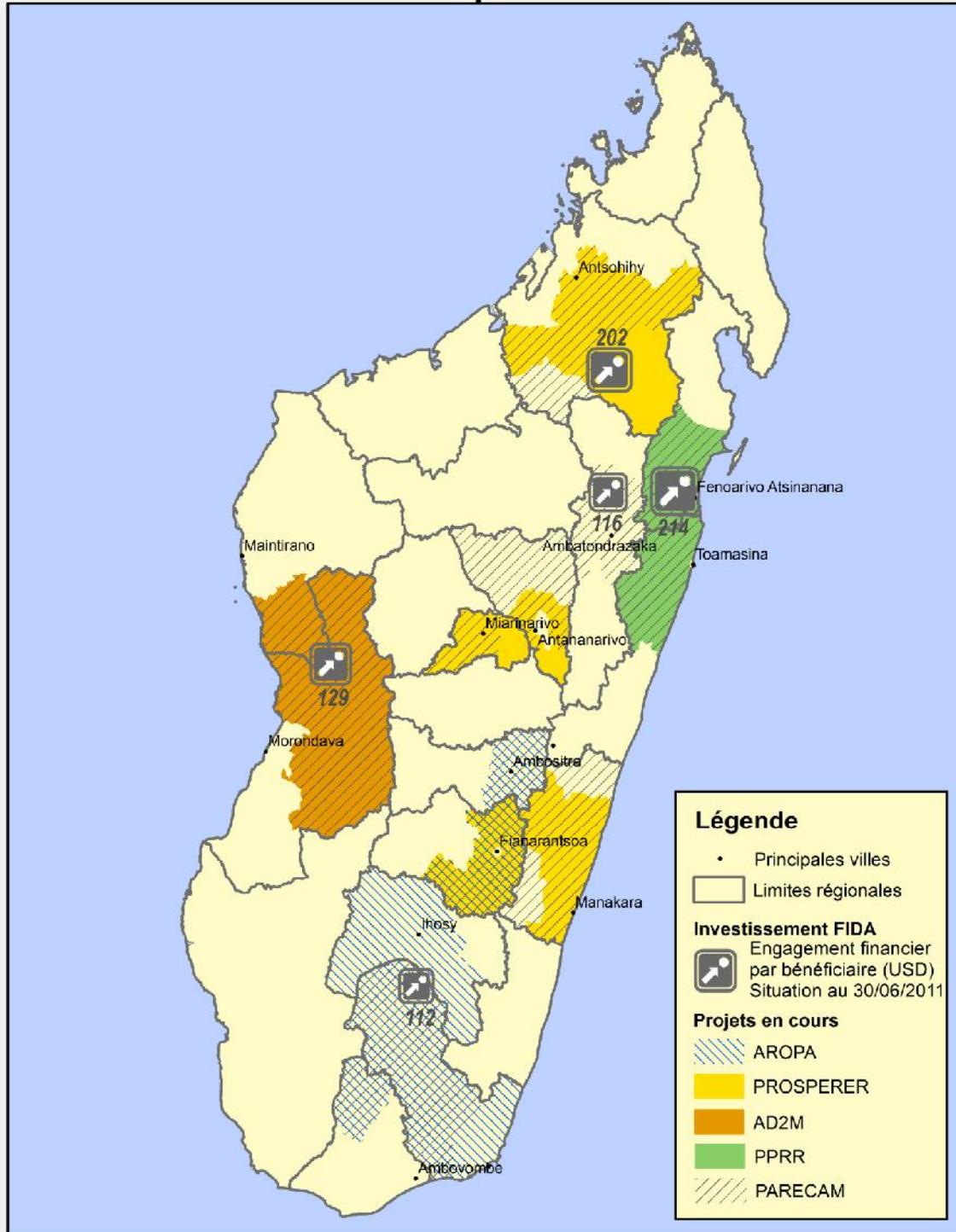
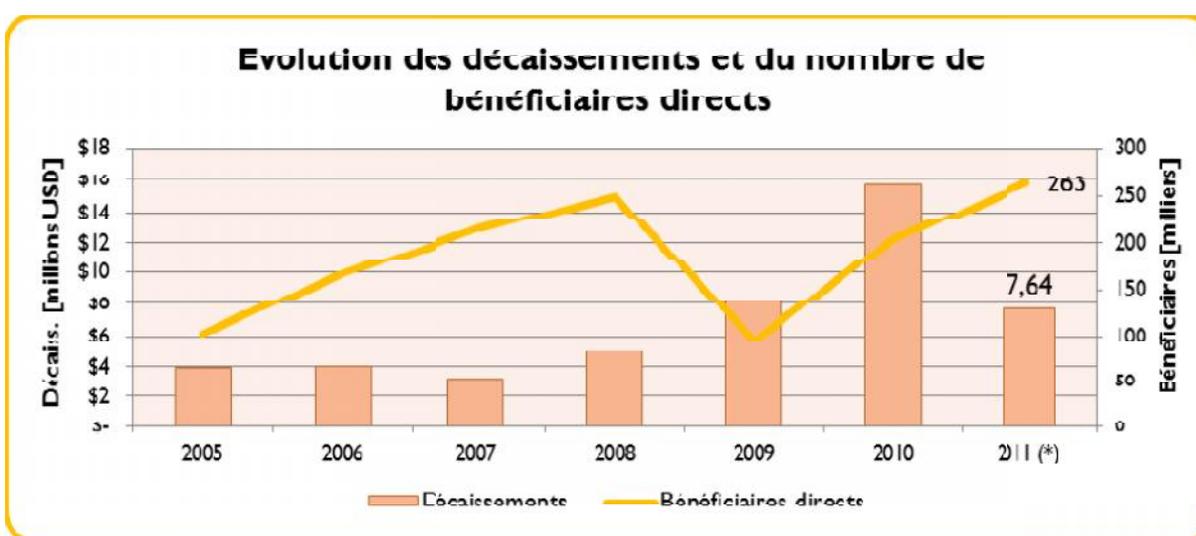


Figure 2.: Evolution des décaissements

Projet	Décaissements (en USD)						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (*)
PADANE	982,960.17	780,485.78					
PHBM	2,759,793.24	1,874,247.57	1,684,639.68	1,400,558.04	176,496.51		
PPRR	243,665.93	1,383,424.28	1,386,490.88	1,879,502.13	2,055,323.81	2,859,895.00	870,762.23
AD2M	-	-	183,500.04	1,582,456.33	2,047,206.78	1,687,523.00	751,519.91
PROSPERER	-	-	-	-	1,777,856.39	1,780,928.00	1,483,282.08
AROPA	-	-	-	-	617,437.84	2,176,294.00	1,127,257.20
Total (1)	3,986,419.34	4,038,157.63	3,254,630.60	4,862,516.50	6,674,321.33	8,504,640.00	4,232,821.41
PARECAM	-	-	-	-	1,640,725.07	7,152,505.00	3,408,763.60
Total (1) + PARECAM	3,986,419.34	4,038,157.63	3,254,630.60	4,862,516.50	8,315,046.40	15,657,145.00	7,641,585.01

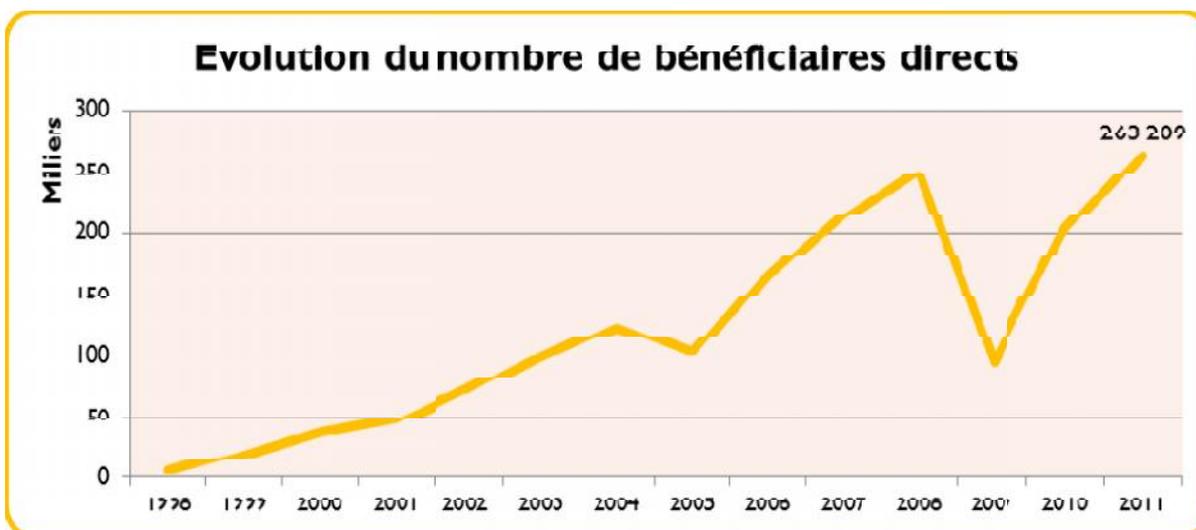


(*) premier semestre 2011

Tout comme au cours de l'année 2010, les activités des projets, au premier semestre 2011 ont été menées d'une manière générale conformément aux Plans de travail et budget annuel. Les taux de décaissements importants des quatre projets FIDA en ce premier semestre 2011 (7.64 million USD) représentent environ la moitié des décaissements de l'année 2010. Le rythme soutenu a donc été maintenu. Cependant ces décaissements incluent le projet PARECAM, financé par le don de la facilité alimentaire de l'Union Européenne qui a été décaissé à hauteur de qui sera achevé au 30 septembre 2011. On peut s'attendre au cours du second semestre 2011 à une baisse relative des décaissements.

Il est important de noter que cette bonne performance de décaissement du programme pays est liée notamment à : (i) une maîtrise des différentes procédures de mise en œuvre et une efficacité au niveau de la planification des activités conduisant à un bon taux de réalisation de PTBA de chaque projet (ii) au Programme PARECAM qui est caractérisé par une durée de vie courte (29 mois) et une mise en place très rapide et effective, malgré le contexte politique difficile dans toutes les zones du pays couvertes par les projets financés par le FIDA (PPRR, Ad2M, PROSPERER, AROPA) ainsi que les projets BVLac et BVPI.

Figure 3 : Nombre total de bénéficiaires depuis le début des activités FIDA à Madagascar



Suite à l'accroissement du portefeuille FIDA à Madagascar et à l'augmentation du nombre de projets actifs, le nombre de bénéficiaires directs appuyés par les actions du FIDA a beaucoup progressé depuis la mise en œuvre du COSOP et continue sa progression en 2011. Ce chiffre est passé de 150 000 en 2005 à près de 260 000 actuellement, dont près de 100 000 ménages sont directement appuyés par PARECAM. Ainsi, le programme pays du FIDA touche actuellement environ 1 365 000 personnes au sein de ces zones d'intervention. La baisse du nombre de bénéficiaires enregistré en 2009 correspond à la clôture du projet PHBM.

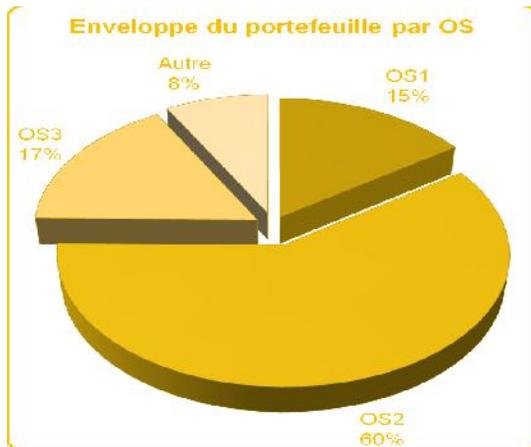
Il est important de préciser ici que, par rapport aux données publiées auparavant, d'importantes révisions ont été effectuées sur l'effectif des bénéficiaires du programme pays. En effet, afin d'assurer une cohérence entre les projets et au niveau du programme lui-même, un travail a été mené avec les équipes des projets pour s'assurer de la cohérence des chiffres annoncés. Après avoir revu la définition adoptée pour différencier bénéficiaires directs et indirects, des ajustements ont été apportés. Ainsi, les bénéficiaires directs ont été strictement réduits aux seules personnes accompagnées et identifiées comme ayant explicitement reçu un appui du programme. Les bénéficiaires indirects sont alors les personnes membres des ménages concernés, ainsi que les autres personnes qui profitent des infrastructures socioéconomiques collectives. À titre d'exemple, le calcul ne tient plus compte ni des membres des ménages concernés par un appui spécifique, ni des autres personnes qui peuvent profiter des infrastructures socio-économiques collectives sans avoir bénéficié d'un accompagnement concret de la part du programme. Cette nouvelle résolution a bien entendu conduit à de grandes modifications dans les chiffres retenus, notamment sur les données de PPRR et de PARECAM. Cependant, il apparaît qu'après cette révision, la tendance des années précédentes reste la même.

Objectif global et stratégique du COSOP et contribution de chaque projet

L'objectif global du COSOP : *Promouvoir le développement régional par une approche inclusive en faveur des pauvres, afin que les ménages les plus vulnérables puissent profiter de la croissance économique en milieu rural et améliorer leurs conditions de vie, se décline en trois objectifs stratégiques (OS) à savoir : (i) Objectif Stratégique1 :*

Améliorer la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services, à savoir : (i) services d'appui, (ii) sécurisation foncière, (iii) services financiers ; (ii) Objectif Stratégique 2 : Accroissement des revenus des ruraux pauvres par la diversification et des activités agricoles et la promotion de l'entrepreneuriat rural ; et, (iii) Objectif Stratégique 3 : Professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et au dialogue sur les politiques.

Répartition du programme pays par objectif stratégique du COSOP

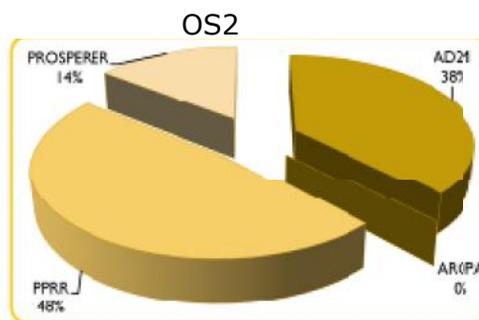
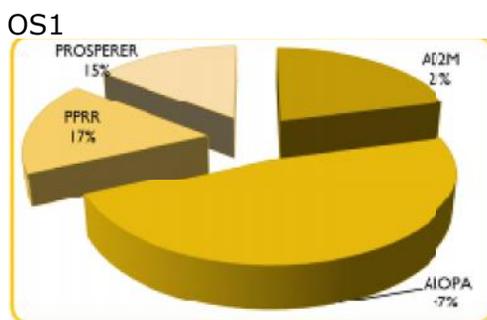


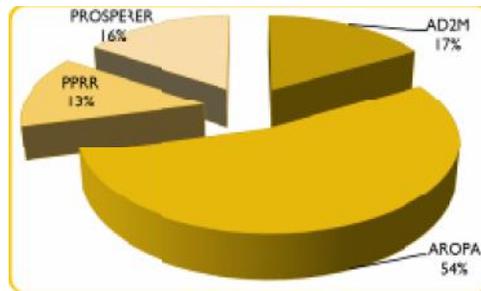
Le diagramme ci-contre montre que le programme pays s'équilibre entre les OS 1 et 3 avec un accent particulier sur l'OS2. Ceci est notamment dû à des projets de développement agricole intégrés comme AD2M ou le PPRR. Les projets plus récents ont des approches différentes basées sur des axes de développement privilégiés comme l'entrepreneuriat rural ou les organisations paysannes.

Participation des projets à la réalisation des OS du COSOP

En effet, chaque objectif présent dans le cadre logique des différents projets est lié à un des trois objectifs spécifiques du COSOP. Par conséquent, certains des indicateurs clés employés pour suivre les objectifs de projet sont également reflétés dans la structure du COSOP, qui est aussi liée au MAP et au système de résultats corporatifs du FIDA (MfDR). Cette correspondance/répartition a été faite en classant chaque sous-composante de chaque projet dans les domaines d'activités et OS du COSOP. La répartition et les proportions qui en découlent sont basées sur les budgets alloués par chaque projet à chacune de leurs sous-composantes donc à chacun des domaines d'activités/OS COSOP.

Participation des projets à la réalisation des OS du COSOP





OS3

Les diagrammes ci-dessus mettent en exergue les différentes générations de projets : les projets plus anciens, plus agricoles avec des conceptions de développement intégrées qui répondent plus à l'OS2 (PPRR, AD2M), puis le COSOP s'est orienté vers des projets plus spécifiques comme les organisations paysannes (AROPA OS3). PROSPERER est le projet le plus équilibré par rapport aux OS du COSOP auxquels il contribue à part quasi égale.

Quelques indicateurs d'Objectif spécifique provenant du tableau SE COSOP sont repris et analysés ci-dessous. Ceci permet d'obtenir un aperçu sur le Programme pays au 30 juin 2011. Cependant les indicateurs présentés ici ne sont pas exhaustifs, ce sont ceux les plus pertinents à ce jour. Un travail est maintenant en cours pour permettre de présenter plus d'indicateurs qualitatifs et d'impact. Les projets arrivant à une certaine maturité pourront le permettre ainsi que les enquêtes de revenus maintenant annuelles.

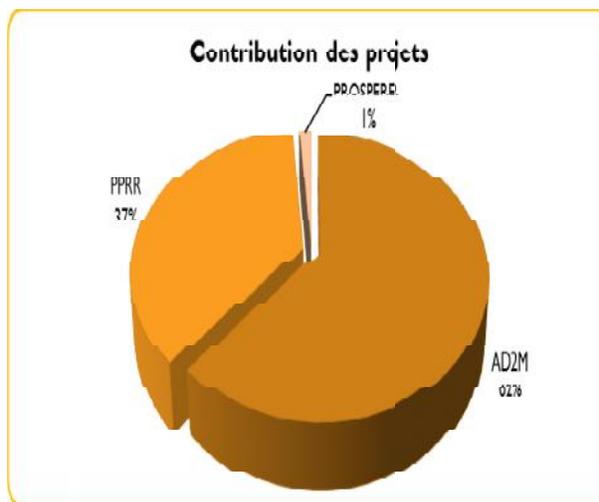
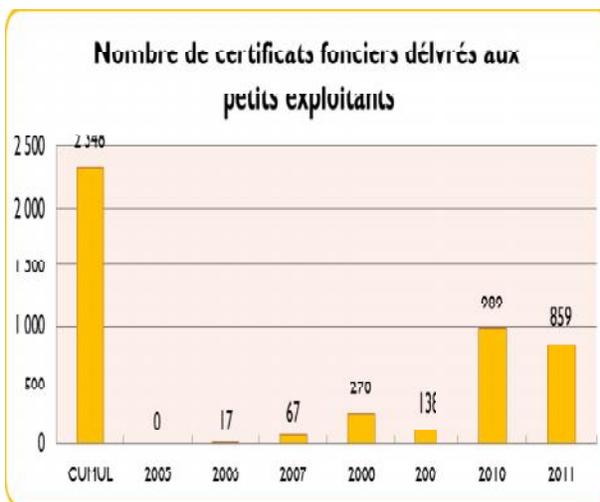
Objectif Stratégique 1:

Améliorer la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres, en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services, à savoir : (i) services d'appuis, (ii) sécurisation foncière, (iii) services financiers.

(i) Services d'appuis

En ce qui concerne les formes de services non financiers, 1 899 OP regroupant 6 226 individus ont accès aux services des CSA pour l'ensemble de la zone AROPA, tandis que 71 % des 3 892 MER validées au cours de ce premier semestre ont sollicité les services d'appui des 19 Guichets Uniques Multiservices (GUMS) mis en place par PROSPERER. De plus, 91 % des MER sont satisfaites des services offerts par les GUMS.

(ii) Sécurisation foncière

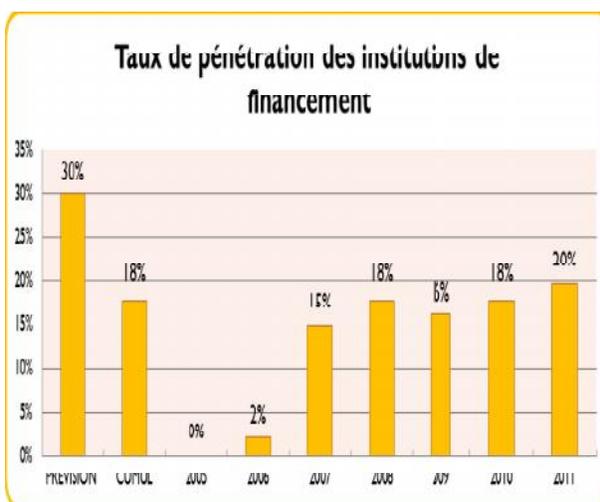


De gros progrès au niveau des certificats foncier qui a la fin du premier semestre atteignent le même niveau qu'à la fin de l'année 2011. Une progression constante surtout du a progression d AD2M dont les méthodes ont changé et permis maintenant d'atteindre l'objectif de 10 CF délivrés par guichet et par mois.

Concernant l'accès aux ressources foncières, le programme a appuyé un total de 71 guichets fonciers (26 pour AD2M, 39 pour PPRR et 6 pour PROSPERER), qui ont délivré près de 2350 certificats fonciers depuis 2006. On note le rôle croissant du PPRR dans la délivrance de ces certificats, ce projet a par ailleurs contribué à la redynamisation de 11 guichets fonciers et de deux Centres de Ressources et d'Informations Foncières (CRIF) dans la région Atsinanana, depuis le début de cette année. Dans la même période, PROSPERER a aussi appuyé la mise en place de 03 nouveaux guichets fonciers dans la région Analamanga. Le programme continue aussi d'appuyer le Programme National Foncier et l'Observatoire du Foncier.

(iii) Services financiers

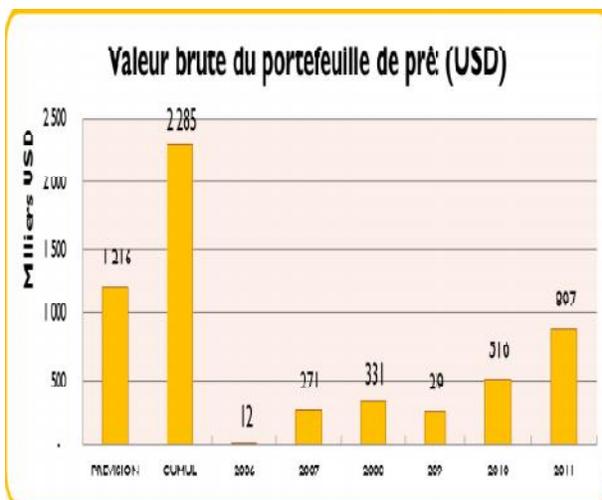
Taux de pénétration des institutions de financement



En matière d'accès aux services financiers, le taux de pénétration des IMF est toujours en hausse dans les zones d'intervention du FIDA à Madagascar. Ce sont les projets les plus anciens qui ont obtenu les résultats les plus probants, néanmoins les efforts consentis par les projets récents commencent aussi à porter leur fruit avec, notamment, une collaboration effective avec les IMF et des approches prometteuses en matière de facilitation de l'accès au financement. Néanmoins ceux-ci restent en dessous des prévisions.

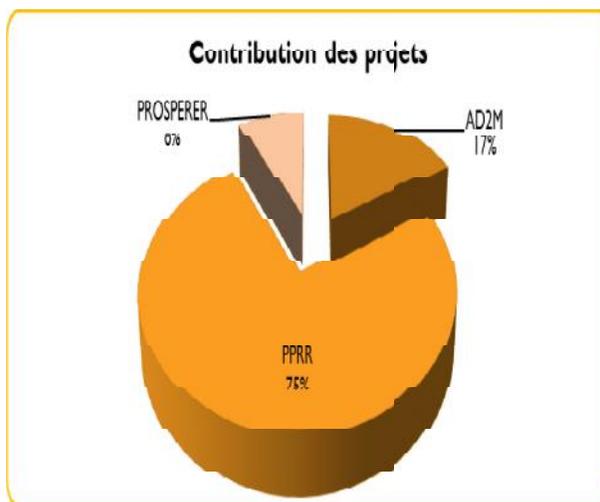
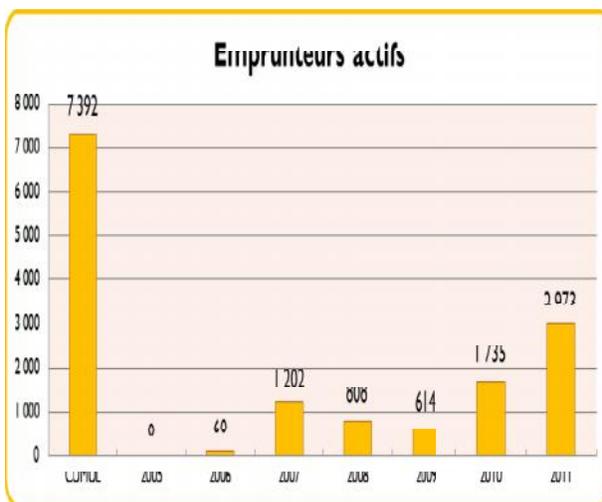
Cela semble montre que la mise en place des réseaux de micro finance est un processus lent, avec une progression « exponentielle » ?

Valeur brute du portefeuille de prêts



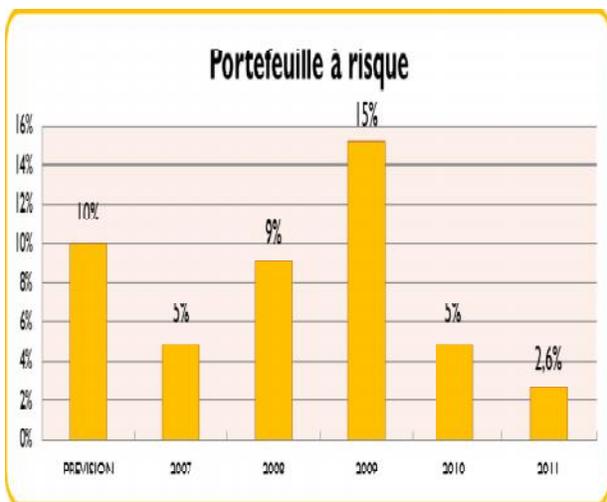
On constate une forte augmentation de la valeur brute du portefeuille de prêt au cours de ce premier semestre 2011. En effet, on note à la fin du premier semestre une progression de 300 000 USD. Elle n'a d'ailleurs cessé d'augmenter et a presque doublé chaque année au cours des trois dernières années. Actuellement, les efforts investis en matière de finance rurale commencent à porter leur fruit. Il faut dire que chaque projet a développé sa stratégie pour établir des liens de partenariats efficaces avec les IMF afin d'améliorer l'accès des communautés rurales au crédit.

Emprunteurs actifs



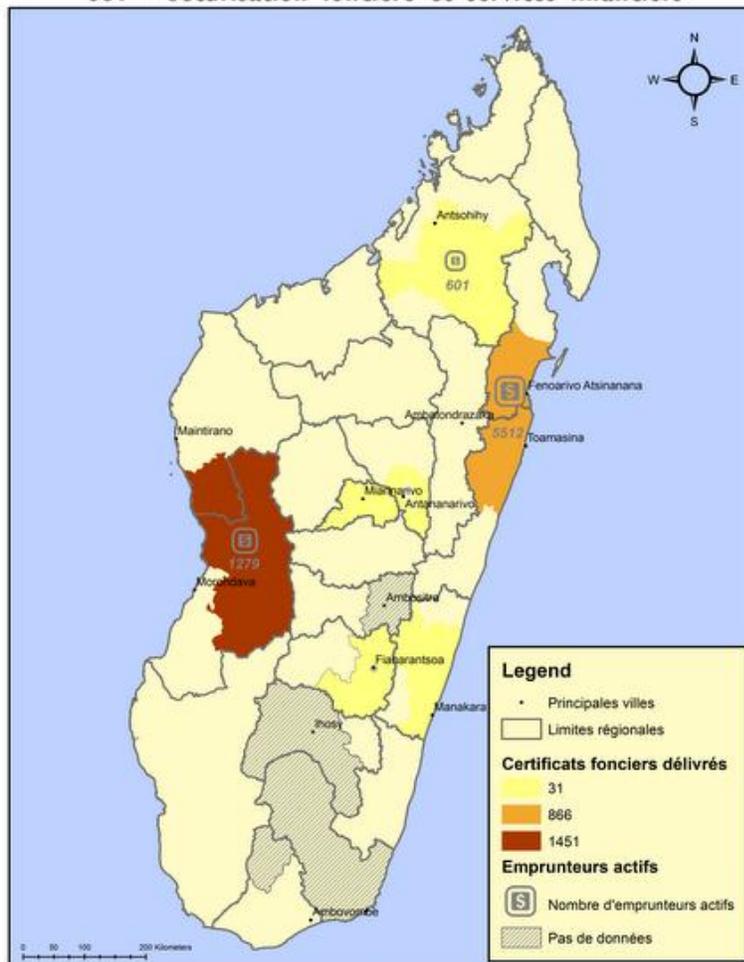
L'amélioration de l'accès aux services financiers se traduit également par une forte augmentation du nombre d'emprunteurs actifs qui, en ce premier semestre, a déjà largement dépassé sa valeur de l'année 2010. En effet, plus de 1200 nouveaux emprunteurs actifs ont été enregistrés depuis le début de cette année. Si PPRR reste le principal contributeur à ce progrès, il faut aussi remarquer la progression des projets PROSPERER et AD2M qui continuent leurs efforts en matière de densification des réseaux de microfinance dans chacune de leurs zones d'intervention. À titre illustratif, au cours de ce premier semestre, PROSPERER a appuyé 10 points de services dont 04 sont entièrement nouveaux.

Portefeuille à risque



Le ratio de portefeuille à risque qui avait atteint un seuil inquiétant au début de la crise politique est maintenant redescendu à un niveau satisfaisant de 2,6 %. La qualité du portefeuille des IMF partenaires des projets et programmes FIDA s'est donc grandement améliorée. Ce bon résultat est en partie dû à la mise en place par les projets de nouveaux produits financiers plus adaptés aux besoins des ruraux (crédit soudure, de campagne, de stockage), ce qui a éliminé un certain nombre de contraintes au niveau des emprunteurs et a réduit les risques pour les IMF.

OSI - Sécurisation foncière et services financiers

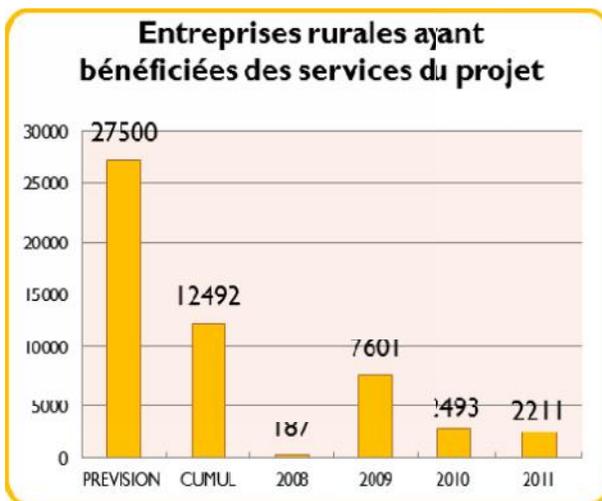


Objectif Stratégique 2 : Accroissement des revenus des ruraux pauvres par la diversification et des activités agricoles et la promotion de l'entrepreneuriat rural.

Le deuxième objectif stratégique vise à améliorer les revenus des ruraux pauvres par la diversification des activités agricoles et la promotion de l'entrepreneuriat rural, en agissant sur le développement des micros, petites et moyennes entreprises rurales, la promotion de la formation professionnelle, et l'amélioration de l'accès au marché. Les deux premiers domaines sont des prédilections du projet PROSPERER, qui a jusqu'à maintenant bénéficié à 12 492 MER dans ses cinq régions d'intervention.

(i) Développement des petites et moyennes entreprises rurales

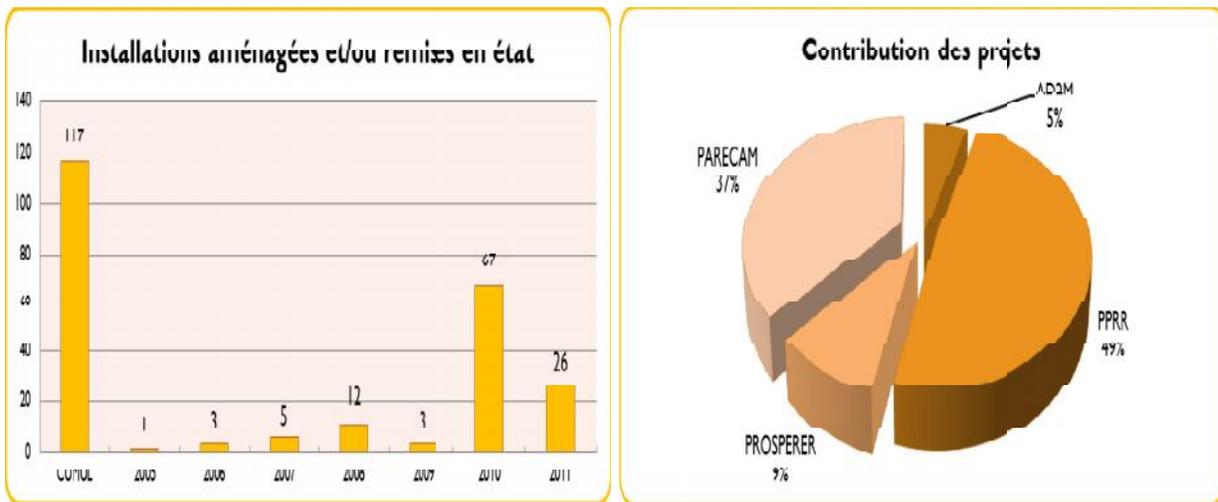
Entreprises rurales ayant bénéficié des services du projet



Près de 22 000 nouvelles MER ont été appuyées par le projet au cours de ce premier semestre 2011. À la mi-année, le résultat est déjà assez proche de celui de 2010. Il est important de signaler ici que des ajustements ont été appliqués sur les données des années précédentes, cela afin d'éviter le double comptage des MER appuyées annuellement. La relative baisse du nombre d'entreprises rurales appuyées s'explique par le fait qu'au cours de ses premières années, PROSPERER a d'abord adopté une approche globale visant à toucher un maximum de MER et vise maintenant la qualité davantage que le nombre.

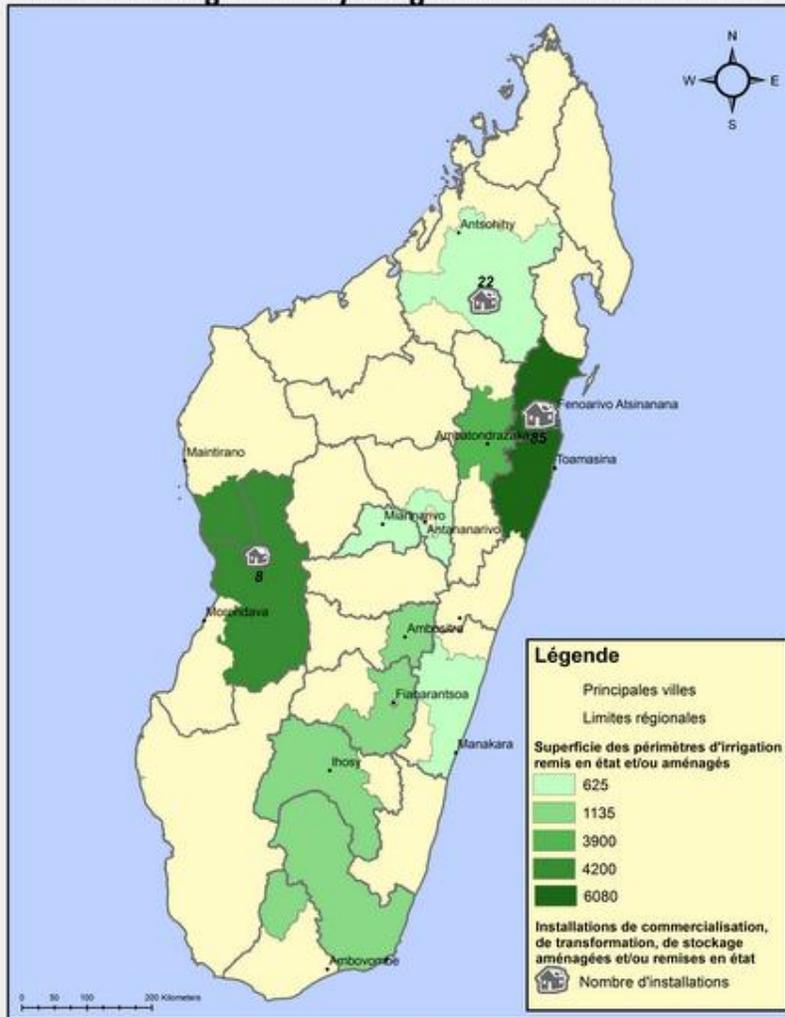
Actuellement, PROSPERER se concentre davantage sur l'appui/conseil et la qualité de l'accompagnement des MER identifiées. C'est ainsi que plus de 71 % des MER validées ont sollicité l'appui du Programme à travers les GUMS/IVO FANOITRA et près de 91 % d'entre eux sont satisfaites des services qui leur ont été rendus.

Installations de commercialisation, transformation de stockage aménagées et ou remises en état

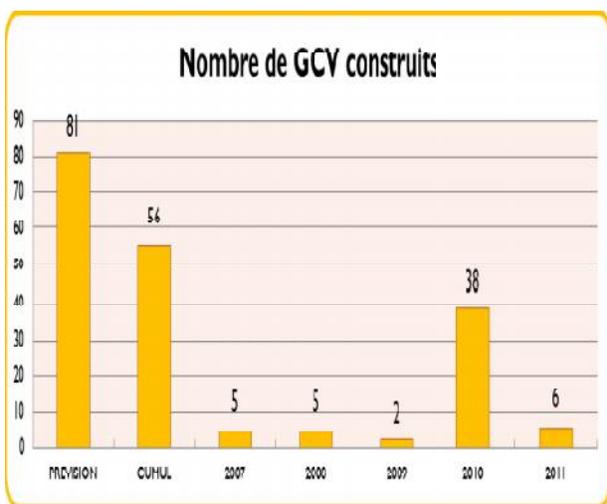


Faisant suite à la lancée de 2010, les réalisations dans ce domaine sont toujours aussi considérables pour cette première moitié de l'année 2011, toute proportion gardée. En effet, 26 de ces installations ont été aménagées ou remises en état cette année, ce qui porte à 117 le nombre total des infrastructures de ce type réalisées dans le cadre du programme pays. Si l'apport de PARECAM n'est pas négligeable, c'est surtout PPRR qui a grandement contribué à ces résultats avec 15 installations de commercialisation, de transformation, de stockage. Pour ce qui est de la mise en marché de la production, le PPRR a aussi appuyé la commercialisation de près de 2 400 tonnes de produits divers à travers les 14 Centres d'Accès aux Marchés (CAM) mis en place.

OS2 - Aménagements hydroagricoles et accès au marché



Greniers Communautaires Villageois construits

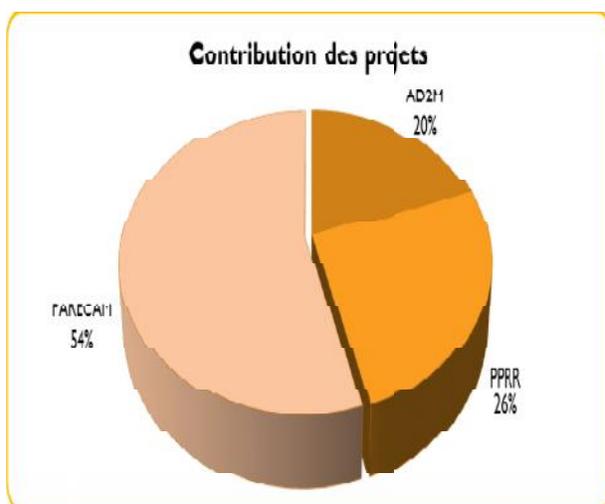
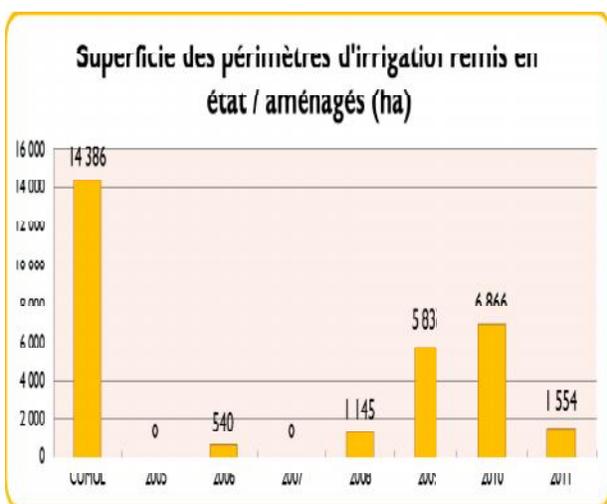


Six GCV ont été construits et réceptionnés depuis le début de cette année. Ce chiffre ne doit de toute façon pas souffrir d'aucune comparaison avec les réalisations exceptionnelles de l'année 2010 dans le cadre du PARECAM. Avec la clôture imminente de ce programme, on peut d'ores et déjà prévoir que le rythme de construction de GCV reviendra à peu près au niveau qui été le sien avant 2009. Néanmoins, il faut souligner que la mise en œuvre de PARECAM devra apporter une capacité de stockage additionnelle de près de 1000 t dans ses zones d'interventions et 56 GCV sont en activités dans les zones FIDA.

Routes et autres infrastructures

De 2005 à 2011, 219 km de pistes ont été construits ou réhabilités sur un objectif total de 786 km. Le programme pays accuse toujours d'importants retards dans le domaine des infrastructures routières. Il semble difficilement envisageable d'atteindre cet objectif d'ici la fin 2012.

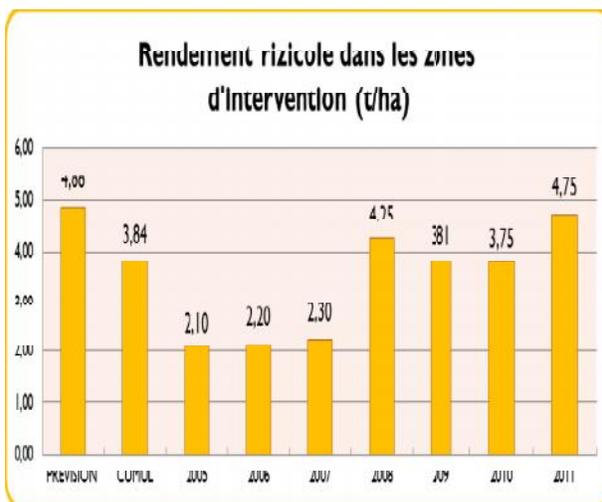
Périmètres agricoles aménagés



Dans le domaine de la mise en place de systèmes de production durables, les travaux réalisés en matière d'aménagements hydroagricoles sont assez considérables et occupent une place à part dans le programme pays du FIDA à Madagascar. Ainsi, le programme a, à ce jour, permis d'aménager près de 14 400 ha de périmètres irrigués, dont 1 554 ha depuis le début de l'année. Il est important de souligner que près de la moitié a été réalisée à travers PARECAM. Il faudra ainsi s'attendre à une baisse relative des superficies aménagées pour cette année. Il sera important dans les années à venir de suivre la maintenance de ces ouvrages effectués en peu de temps et de suivre l'augmentation de production nette (voir ci-dessous).

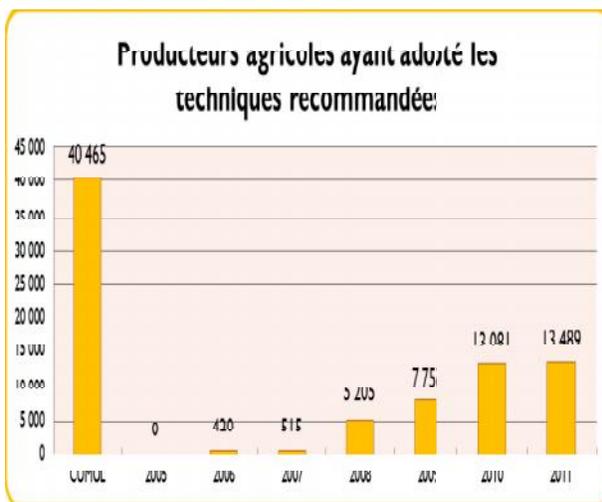
Rendement rizicole

Les résultats du programme en matière d'amélioration de la production sont tout aussi palpables, l'amélioration globale des rendements rizi­coles dans les zones d'interventions du FIDA à Madagascar en est l'une des plus importantes illustrations. Toutefois, pour ce début d'année 2011, les rendements présentés sont à prendre avec précautions, car il s'agit uniquement des informations relevées dans les parcelles des bénéficiaires du projet AD2M (régions Melaky et Menabe).



Pour le premier trimestre 2011 seuls AD2M a été en mesure de nous fournir les chiffres, les saisons culturales des autres zones d'intervention ne nous permettant pas de les avoir au moment de l'envoi des données. Les rendements moyens sur l'ensemble des parcelles des riziculteurs bénéficiant de l'appui d'AD2M au cours de la grande saison 2010-2011 (4,75 t/ha) sont largement supérieurs à tous les résultats obtenus auparavant, et même à ceux de l'année 2008, considérée comme une année exceptionnelle.

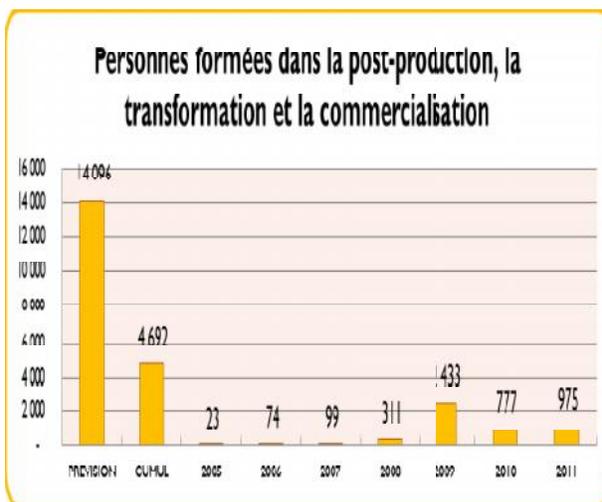
Cela s'explique par l'efficacité de l'approche et des techniques vulgarisées au niveau des Champs Ecoles Paysans (CEP). On assiste actuellement à une diffusion progressive du SRI et du SRA, systèmes largement encouragés et appuyés par le MinAgri et relayés par les différents acteurs sur terrain.



Suite à ce qui a été dit plus haut, l'on constate également une augmentation du taux d'adoption des techniques de production et diffusées par les projets. Même, si le nombre de personnes ayant adopté les nouvelles techniques reste encore faible par rapport aux nombre de personnes formées, le résultat obtenu en cette mi-année est déjà supérieur à celui de 2010, ce qui laisse présager une bonne progression de cet indicateur d'ici la fin de l'année. Néanmoins, il reste toujours à établir concrètement les liens entre adoption des techniques et augmentation de la productivité.

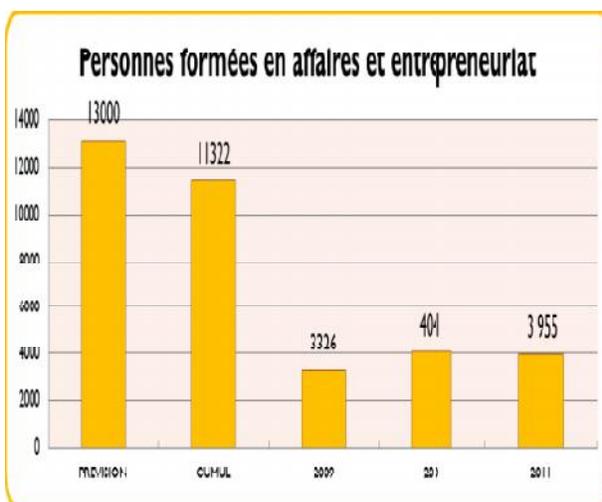
(ii) Formation Professionnelle

Personnes formées dans les domaines de la postproduction, de la transformation et de la commercialisation

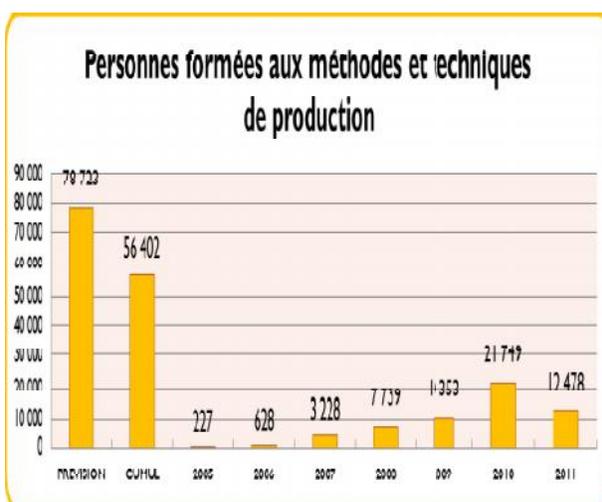


Si l'année 2010 a été marquée par une forte baisse du nombre de personnes formées dans la postproduction, la transformation et la commercialisation, la tendance est désormais à la hausse pour cette année avec 975 personnes déjà formées. À noter que cet aspect de la formation revêt une importance particulière pour les entreprises rurales. La stratégie adoptée par le programme est d'ailleurs notamment fondée sur l'offre d'autres services d'appui tels que l'accompagnement et l'appui à la commercialisation ainsi que l'information sur le marché à travers Bazar-Mada.

Personnes formées en affaires et entrepreneuriat



Depuis le début de l'année, un peu moins de 4000 personnes ont été formées en affaires et entrepreneuriat, ce qui représente un progrès considérable puisqu'on a déjà atteint le niveau de l'année précédente. Le programme en est d'ailleurs maintenant à 220 % de son objectif annuel, mais aussi à plus de 87 % de l'objectif total. La stratégie adoptée en 2010 a été maintenue pour cette année 2011. Ainsi, les MER formées devront être accompagnées de manière à ce qu'elles puissent effectivement réaliser les prévisions établies dans leurs business plans respectifs.



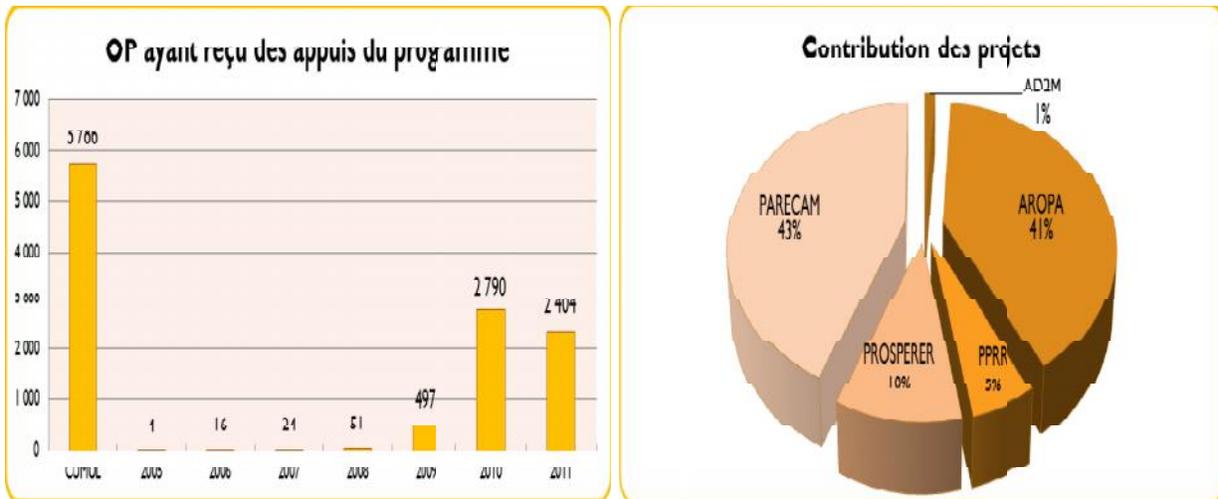
Le nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole, animale et halieutique n'a cessé de croître au fil des années, avec un bond considérable entre les deux dernières années. Au vu des réalisations actuelles (12 478 personnes), 2011 ne devrait pas inverser cette tendance positive. Cependant, il reste toujours difficile de mesurer concrètement l'apport de ces formations en termes d'augmentation de rendements. Il est aussi important d'insister sur le suivi post-formation afin d'évaluer le taux d'adoption de ces techniques.

On constate globalement que les efforts consentis en 2010 en matière de formation sont toujours maintenus sur l'ensemble du programme pays, et ce dans tous les secteurs et/ou domaines d'intervention du programme.

Objectif Stratégique 3 : Professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et au dialogue sur les politiques

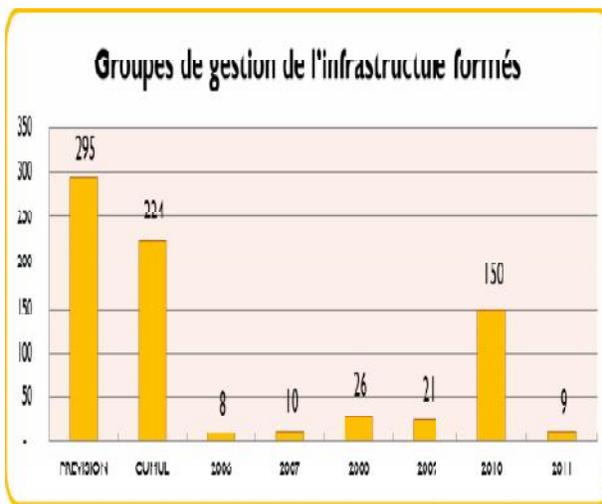
Le troisième objectif stratégique vise à professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et politique. Sur l'ensemble du portefeuille, on note d'importants progrès dans ce domaine, et ce depuis l'année 2010, où le programme a commencé à vraiment bénéficier de l'apport d'AROPA qui entame maintenant sa troisième année.

Renforcement des Organisation Professionnelles



Depuis 2005, le programme a appuyé 5786 organisations paysannes réparties dans les 13 régions d'intervention. L'appui aux organisations professionnelles porte largement sur leur structuration et leur renforcement dans les compétences techniques et organisationnelles, mais leur capacité à fournir des services aux membres reste toujours difficile à évaluer. Le nombre d'OP appuyées par le programme devrait encore connaître une hausse considérable en 2011 puisque ce nombre atteint quasiment déjà réalisations de l'année dernière (2404 contre 2790 en 2010). Cette situation est principalement due à la présence de PARECAM, mais à la montée en puissance des activités d'AROPA qui a appuyé un peu moins de 900 OP, rien qu'au cours de ce premier semestre.

Groupes de gestion de l'infrastructure formés et/ou consolidés



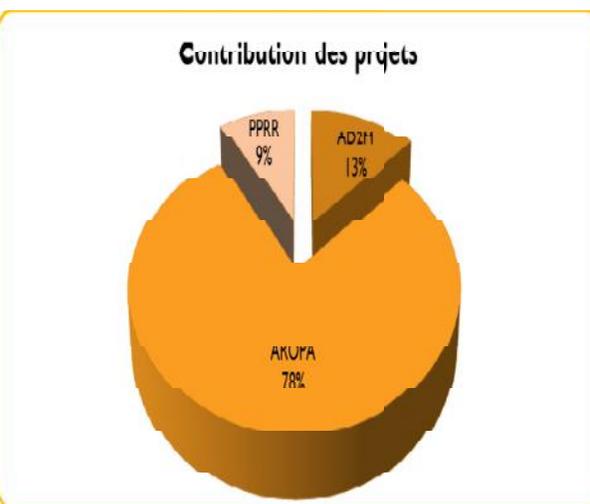
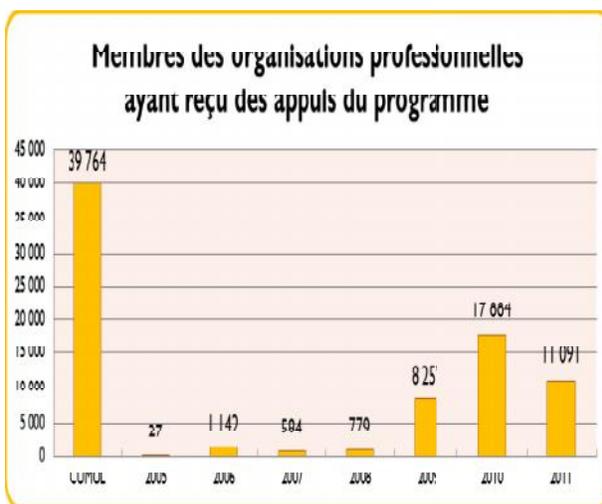
L'importante augmentation du nombre de groupes de gestions d'infrastructure formés en 2010 a été notamment induite par la constitution de groupes de gestion de périmètres irrigués (AUE) et de couloir de vaccination (AEL bovine) dans le cadre de PARECAM. Cette année, ce chiffre devra alors logiquement revenir aux valeurs enregistrées durant les années précédentes (autour de 20/ans). Maintenant, les projets en cours doivent les suivre de près et veiller à leur pérennisation afin qu'ils puissent assurer de manière durable la maintenance de ces infrastructures construites.

Organisations professionnelles faitières opérationnelles



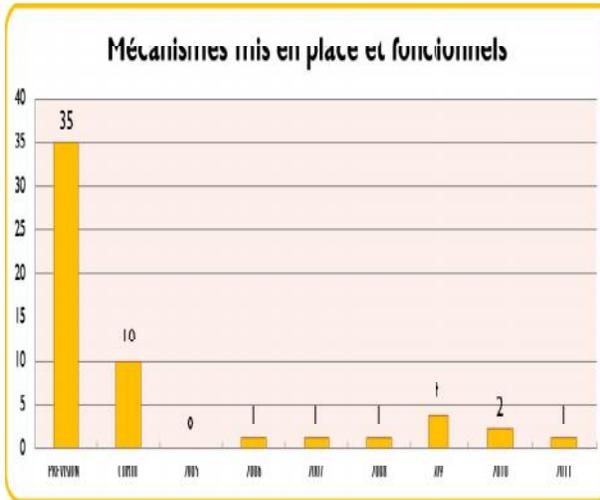
Le nombre d'organisations faitières opérationnelles a connu une croissance exponentielle depuis l'année 2009, et la hausse sera d'autant plus importante cette année puisque le programme compte actuellement 144 OP faitières régionales opérationnelles depuis le début de l'année. Les principaux contributeurs dans ce domaine sont PPRR (58 organisations faitières dans les filières riz, ananas, pépinières, maïs, pêche, apiculture, et curcuma) et AROPA qui a accompagné 55 OPR en cette année et 113 au total.

Membres des organisations professionnelles ayant reçu les appuis des projets



Suite logique à l'augmentation du nombre d'OP appuyées, le nombre de membres d'OP bénéficiant du programme a aussi fortement augmenté au cours des dernières années. Ce chiffre a notamment doublé entre 2009 et 2010, et cette année ne sera pas en reste vu que l'on en est maintenant à près 11 000 membres. Cette dynamique positive est en grande partie le résultat du travail du projet AROPA dont les OP et leurs membres sont vraiment les premiers bénéficiaires.

Mécanismes consultatifs réunissant les acteurs des filières prioritaires mis en place et fonctionnels



À ce jour, 10 plateformes de concertation des filières ont été mises en place dont 6 parmi les 20 prévus par PROSPERER. On note donc un retard important sur l'ensemble du programme pays à ce niveau. Ces résultats seraient dus au manque d'opérationnalisation des mécanismes de mise en place de ses plateformes. Des efforts devront impérativement être faits au cours de cette année 2011 quant aux renforcements des associations, des groupements de bases et organisations professionnelles, aux plans de développement qui soutiennent le développement des MER/PER et enfin à l'opérationnalisation de plateformes intégrant les OP et les corps de métiers.

